

<http://pierre-alainmillet.fr/Grandes-Terre-des-Vignes-une>



Grandes Terre des Vignes, une réussite commune

- DHD - Energies -

Date de mise en ligne : mercredi 21 mai 2014

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Le conseil municipal du 19 Mai délibérait sans doute pour la dernière fois sur les aides de la ville aux « plans de sauvegardes » concernant les copropriétés Montelier 2 et Grandes Terres des vignes, deux dossiers complexes avec une très forte intervention des collectivités locales et de l'état dans deux propriétés privées, deux dossiers réussis et qui ont transformé fortement le cadre de vie des 400 familles concernées.

Comme à chaque délibération de ce type, je suis sorti de la salle du conseil municipal, dans la mesure où j'étais personnellement bénéficiaire, comme tous les copropriétaires certes, mais quand même, des subventions publiques.

Je n'ai donc découvert qu'après coup l'intervention du parti socialiste reprenant une "lettre" du président du conseil syndical de ma copropriété, mon voisin Claude Dilas,

Cette lettre m'interpelle personnellement, me reprochant d'"ignorer" le président du conseil syndical, tout en dénonçant la ville qui n'aurait "*plus aucun contact avec la copropriété depuis la fin des travaux*".

La lettre valorise les excellents résultats de la rénovation de la copropriété Grande Terre des Vignes, qu'on peut résumer en deux chiffres clés : 50% de baisse de consommation d'énergie, et 42% de baisse de la facture de chauffage ! Mais Claude Dilas veut démontrer que ses bons résultats sont dus au travail du président, des partenaires et du Grand Lyon, oubliant dans l'affaire le comité syndical dont plusieurs participants ont beaucoup contribué avec lui à ce projet, et surtout dénonçant la ville qui aurait trainé les pieds.

Claude Dilas va même jusqu'à dénoncer l'adjoint à l'urbanisme [\[1\]](#), qui aurait "contré" l'hypothèse de baisse de 50% de consommation qui a été un des sujets de débat dans les premières années du projet.

Ce que Claude Dilas ne dit pas, et il s'agit clairement d'un mensonge par omission, c'est que dans le débat entre un projet à 4 ou 5 M€ pour un objectif de réduction de 30% et un projet à 7 ou 8 M€ pour un objectif de 50%, il y avait différents avis, ce qui est normal. Claude Dilas était partisan des 50% et a fait un gros travail pour convaincre le comité syndical que c'était réaliste. Il a fallu cependant proposer les deux scénarios aux copropriétaires dont plusieurs défendaient le scénario des 30%.

Mais il aurait pu dire que, adjoint au développement durable, j'ai toujours voté pour le scénario des 50% et que c'est au final ce scénario que la ville a défendu auprès de l'état qui est le principal financeur.

Mieux encore, quand devant les années qui passaient avec deux votes négatifs de la copropriété, l'hypothèse de faire le projet en plusieurs étapes a vu le jour, notamment du côté de l'état, ce qui de fait reportait au long terme l'objectif des 50%, c'est grâce à une forte intervention de la ville que le projet est resté dans le cadre rapproché de 4 ans. J'étais personnellement intervenu en ce sens dans une réunion de travail avec les financeurs dont j'avais pu me faire l'écho auprès du comité syndical et du syndic, ce que Claude Dilas sait parfaitement.

Donc oui, il y eut débat sur l'ampleur du projet, et la position de l'adjoint à l'urbanisme, qui suivait tous les dossiers de la politique de la ville pouvait se comprendre dans le choix difficile entre faire beaucoup sur quelques dossiers, ou faire moins sur plus de dossiers.

Et c'est bien d'ailleurs ce côté exceptionnel des subventions publiques qui m'a conduit à ne plus participer au comité syndical de Grandes Terres des Vignes, dont j'étais membre au début des discussions du plan de sauvegarde. Mais devenu adjoint au maire, il me semblait impossible d'être juge et partie dans un dossier de plus de 7M€. [2]

Enfin, dans chaque intervention du parti socialiste, comme dans cette lettre de Claude Dilas, le thème de la métropole revient comme un leitmotiv. La ville serait fautive d'être opposée à la métropole qui serait la solution miracle pour résoudre tous les problèmes de Vénissieux. Ce qui est amusant dans ces critiques répétées, c'est qu'elles sont totalement déconnectées des faits. Oui, le maire de Vénissieux alerte à chaque occasion sur les risques d'une métropole mastodonte opaque dont personne ne sait à ce jour comment elle va s'organiser pour répondre aux besoins dans le contexte du plan de rigueur gouvernemental. Oui, comme conseiller communautaire, je suis intervenu à plusieurs reprises pour proposer une autre organisation de l'agglomération, moins centralisée, moins présidentialisée, moins portées sur les grands projets et le concurrence européenne et donnant la priorité aux préoccupations des habitants sur la voirie, la propreté, le transport publicâ€

Mais il suffit de faire le bilan de toute l'activité commune de la ville de Vénissieux et du Grand Lyon pour voir que ces critiques sur la politique communautaire ne nous empêche absolument pas de travailler efficacement sur de très nombreux projets, et de réussir ces très nombreux projets, comme l'action exceptionnelle de 2010 sur le tri sélectif à Vénissieux qui a été cité en exemple dans tout le Grand Lyon et même nationalement ! Contrairement aux élus socialistes de Vénissieux, nous ne sommes pas du tout au Grand Lyon dans une opposition systématique de principe, mais au contraire, nous travaillons dans la majorité d'une manière constructive mais indépendante.

La réussite même des plans de sauvegarde montre l'efficacité du travail commun entre la ville, le Grand Lyon et l'état. Et quand le projet d'OPATB porté par l'ancien adjoint socialiste Michel Peret jusqu'en 2008 a été lâché par le Grand Lyon, la ville n'en a pas fait un "casus belli" et a repris les discussions avec le Grand Lyon sur le "PIG Energie", limité aux logement privé, qui se déploie actuellement au service de nombreuses autres copropriété de Vénissieux.

Décidément, c'est bien la majorité Vénissienne dirigée par Michèle Picard qui montre son efficacité dans le travail avec le Grand Lyon, et cela ne va pas changer avec la métropole, même si nous gardons notre liberté de parole. Et non, Claude, ce n'est pas une question partisane ! Sur de tels dossiers, que tu sois ou non au PS ne change rien à l'affaire. C'est le maire PS de Villeurbanne qui considère qu'il faut que le Grand Lyon changeâ€

[1] allant jusqu'au méprisant « ce monsieur »â€ pour évoquer Henri Thivillier qu'il appelle bien sûr henri en privé, mais chacun a sa conception de la politique et du respect des personnes dans le débat public

[2] Il est vrai que l'ex-collègue socialiste et voisin de Claude Dilas, Jean-Marc Thevenon, lui aussi bénéficiaire des subventions, ne se gênait pas de son côté pour critiquer aussi bien la ville dont il était élu que le comité syndical dont il était aussi membre. Il est vrai qu'il a terminé sa « carrière » en appelant à voter UMP